

<http://www.snetap-fsu.fr/Personnels-administratifs-et.html>



Personnels administratifs et enseignants en reconversion : le CHSCTM amène la DGER à prendre en compte la souffrance au travail !



Date de mise en ligne : vendredi 14 février 2014

Les Dossiers - Santé et Sécurité au Travail -

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Il aura fallu toute la détermination de personnels administratifs syndiqués au SNETAP-FSU et réunis jeudi 13 février 2014 à Paris à l'occasion d'une journée qui leur était dédiée, et la force de conviction de nos représentants FSU (SNETAP et SNUITAM) au CHSCTM (Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail Ministériel) pour que le Ministère et plus encore la [DGER](#) sortent d'une forme de déni, somme toute assez confortable, et acceptent de prendre en compte la souffrance au travail qui sévit dans nos établissements publics agricoles.

Ainsi, en matinée, nos élus interpelaient, avec force arguments à l'appui, le CHSCTM et le nouveau chef du SRH du Ministère sur la souffrance générée par les reconversions imposées aux enseignants TCB (Techniques Bureautiques et Comptables), suite à la suppression de leur discipline à l'occasion de la dernière réforme de la filière services.

Le SNETAP s'appuie ici sur une enquête conduite en partenariat avec un laboratoire de recherche de l'Université de Lyon et l'Institut de la [FSU](#). [Les premiers résultats des entretiens conduits avec les collègues de TCB sont accablants pour l'Administration](#), qui s'est bornée à retrouver une discipline (quelle qu'elle soit) et un poste (parfois à temps incomplet d'ailleurs en dépit des interventions de nos commissaires paritaires), avec une formation non dédiée à l'[ENFA](#), mais greffée sur celles déjà programmées (donc sans crédits spécifiques), une inspection classique (souvent difficile à vivre qu'elle se soit bien passée ou non d'ailleurs) et un improbable tuteur pour seul suivi (dans la plupart des cas à distance)... et cela pour solde de tout compte !

Dès lors, ne pouvait s'ensuivre qu'une souffrance au travail s'exprimant sous des formes différentes selon les individus (un sentiment d'insécurité pédagogique majeur, sur fond de perte d'identité disciplinaire, repli sur soi ...).

A cela s'ajoute souvent l' incompréhension des collègues des individus en souffrance, qui ne sont pas au courant de ce que ces enseignants vivent.

Enfin les directions d'établissement ne sont pas toujours compatissantes.

Les [RPS](#) (risques psycho-sociaux) ne se réduisent plus dès lors à un protocole d'accord de la fonction publique...Ils prennent sens, avec chez un certain nombre de ces enseignants à la reconversion subie et finalement peu assumée, et c'est un euphémisme, par la [DGER](#), le développement d'un mal-être au travail.

Ce mal-être atteint leur santé et leur équilibre personnel comme familial : mâchoire bloquée avant d'aller en cours, colère rentrée ou s'exprimant de façon plus violente en pleine salle des professeurs, arrêts de travail pour asthénie....

Il aura fallu que nos représentants FSU interviennent à plusieurs reprises en séance (déclaration préalable, interpellation du SRH en matinée et de l'adjoint au DGER en début d'après-midi) pour voir la DGER se positionner enfin et la Présidente du CHSCTM annoncer la mise en place d'un groupe de travail spécifique sur les RPS qui se tiendra dès le 20 mars.

Et force est de constater, que l'écoute s'est fait plus attentive encore à partir du moment où vers 15h30 **une quarantaine d'agents administratifs syndiqués au SNETAP** se sont invités au CHSCTM. Cette occupation, qui a duré un peu plus d'une heure, s'imposant comme une évidence aux participants à une journée interne de travail organisée sur Paris, sachant que celle-ci se déroulait le même jour que la réunion du CHSCTM.

C'était en effet, et on peut d'ailleurs le déplorer, une évidence, comme un « débouché naturel », que des agents administratifs du Ministère de l'Agriculture, ici issus de l'enseignement technique et supérieur, dont les services ont subi 10 années durant les réductions d'emplois les plus fortes (départs en retraites ou départs tout court non remplacés), aillent s'exprimer devant le CHSCTM sur la dégradation continue de leurs conditions de travail et les conséquences sur leur santé, comme sur le service rendu aux usagers de l'enseignement agricole public qui en découle !

Pressions au quotidien (travail qui s'accumule, se reporte sur ceux qui restent, dégradation des relations entre collègues, avec la hiérarchie, dépréciation quant au travail fait, multiplication des arrêts de travail, arrêts maladies non pris, heures non payées et non récupérables... burn-out).

Le CHSCTM a entendu et la DGER a fini par prendre acte à mesure que les témoignages de collègues se sont faits plus précis, concrets, poignants aussi entre désespérance et colère... « Nous sommes aussi des humains ! », une phrase qui raisonnera sans doute un certain temps dans les oreilles de ceux qui, devant la souffrance au travail venue s'exprimer directement, en faisant au sens propre comme au figuré irruption dans le cadre d'une instance qui se réunissait selon son rythme et son ordre du jour comme à l'habitude..., n'avait encore à la bouche ce 13 février que les mots budget, cour des comptes, volume d'emplois (sic).

Ce discours, en tout cas face aux agents administratifs de la « vraie vie », n'aura pas fait illusion, ni long feu. **Et la Présidente du CHSCTM d'ouvrir une perspective d'enquête au fond** (comme cela avait été le cas en 2010 sur les [TMS](#) (Troubles musculo-squelettiques) des personnels des abattoirs), sur la situation de travail des personnels « non enseignants », qui ont collectivement décidé de se faire entendre, et ce en ne se réduisant pas seulement à des « non enseignants », mais en imposant le respect de leurs métiers et de leurs missions au service de la communauté éducative qui est la leur et des usagers de l'Enseignement Agricole Public !